



Regroupement national  
des conseils régionaux  
de l'environnement



Communiqué de presse  
Pour diffusion

## Rencontre des premiers ministres sur les changements climatiques

### **Investir l'argent du fédéral pour construire au Québec des infrastructures d'avenir**

*Montréal, le 2 mars 2016* – En vue de la rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres qui aura lieu jeudi 3 mars à Vancouver, cinq organisations non gouvernementales pressent le gouvernement Couillard de faire siennes les priorités d'infrastructures du fédéral et, notamment, les transports collectifs et actifs et les infrastructures vertes. Pour Équiterre, Nature Québec, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), Transport 2000 Québec et Vivre en Ville, la nouvelle harmonie entre Québec et Ottawa sur la question des changements climatiques doit être mise à profit pour construire une société décarbonisée.

#### **Éviter le saupoudrage**

En campagne électorale, le parti libéral du Canada s'était engagé non seulement à multiplier les investissements dans les infrastructures, mais également à soutenir en priorité le transport collectif, les infrastructures sociales et les infrastructures vertes. Ces priorités fédérales devraient aussi être des priorités pour le Québec, engagé dans la lutte contre les changements climatiques.

Le plan fédéral d'infrastructures ne doit pas servir à financer des sections de routes ici et là, comme ont trop souvent fini les programmes d'infrastructures depuis des décennies. Face à l'annonce de budgets augmentés et devant un manque de vision d'ensemble, le risque est pourtant grand d'assister à un saupoudrage qui ne permettra ni d'accompagner le pays dans une indispensable transition énergétique, ni d'assurer la nécessaire adaptation aux changements climatiques. Pour les groupes, Québec ne doit pas céder à la tentation d'utiliser les fonds du fédéral pour répondre sans distinction aux divers besoins, mais bien mettre les investissements annoncés au service d'une nouvelle approche qui vise la décarbonisation de la société québécoise.

Pour atteindre son objectif de réduction de 37,5% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, soit la cible la plus élevée au pays, le Québec doit mettre les bouchées doubles et utiliser judicieusement chaque ligne budgétaire.

### **Présenter un programme cohérent**

Alors que le premier ministre du Canada a renouvelé sa promesse d'investissements massifs, les ONG québécoises engagent le Québec à se saisir de cette opportunité sans tarder. En effet, le fédéral priorisera les projets qui sont déjà mûrs. Si le Québec ne veut pas se contenter de miettes, il doit présenter très rapidement un programme précis.

Or, à titre d'exemple, en transport collectif, le Québec manque cruellement d'un plan. Si plusieurs sociétés de transport ont mis de l'avant des projets structurants à mettre en œuvre rapidement, l'État n'a toujours pas dévoilé la très attendue nouvelle politique de développement des transports collectifs. Le Québec accuse d'ailleurs dans ce domaine un retard regrettable sur l'Ontario, dont le plus récent budget dresse notamment une liste de six projets majeurs en transport collectif qui, à eux seuls, totalisent des investissements requis de plus de 15 milliards d'ici 2020.

Responsable de près de la moitié des émissions québécoises, le secteur des transports est un incontournable. Au-delà de la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, rester dans le flou sur sa vision en transport risque de coûter cher au Québec en le privant de la manne du plan fédéral d'infrastructures.

### **Concentrer les investissements sur la lutte contre les changements climatiques**

Lors de la conférence de Paris, le Canada a fait sienne l'ambition de limiter le réchauffement climatique en-dessous de 1,5°C. Pour y parvenir, chaque geste comptera. Équiterre, Nature Québec, le RNCREQ, Transport 2000 Québec et Vivre en Ville invitent Québec et Ottawa à mettre en place un plan d'action qui garantisse que la contribution du gouvernement fédéral aux infrastructures soutienne en priorité celles qui feront la différence dans la lutte contre les changements climatiques.

Les groupes appellent donc le gouvernement fédéral à garder le cap sur son objectif stratégique, et celui du Québec à présenter, en concertation avec ses partenaires municipaux, une liste prometteuse de projets d'infrastructures de transport collectif et cyclables, ainsi que d'infrastructures sociales et vertes.

– 30 –

#### Renseignement et entrevues :

Équiterre :

Dale Robertson, conseiller en communications – 514 605 2000

Nature Québec :

Christian Simard, directeur général – 418 928 1150

RNCREQ :

Philippe Bourke, directeur général – 514 791 7022

Transport 2000 Québec :

Philippe Cousineau Morin, coordonnateur affaires publiques et communications – 514 932 8008

Vivre en Ville :

Jeanne Robin, directrice générale adjointe – 418 655 0728